

Lutte de classe

Royal : revalorisation de 5% des retraites de nos vieux qui vivent dans la misère ! Inacceptable ! Pas une voix !

Le PS a compris qu'il n'avait aucune chance de faire élire sa reine s'il ne mêlait pas à son discours résolument réactionnaire, quelques propositions teintées d'ouvriérisme pour donner l'impression d'être encore un parti de « gauche » ou autre chose qu'un parti bourgeois.

Le « *pacte d'honneur* » de Royal fait instantanément penser au code d'honneur des voyous. Quant à son « *pacte de confiance* », relayé par Hollande, dont les principes, les scrupules, la moralité, l'intégrité ou l'honnêteté intellectuelle, n'ont rien à envier aux crapules qui dirigent ce pays, ils sont à l'image de la classe dont il défend les intérêts. Pour s'en assurer, reprenons ce qu'il a osé dire hier « *Ceux qui n'ont rien fait jusqu'à présent ne peuvent pas être ceux qui vont nous promettre un avenir différent* », comme si nous avions oublié que le PS et le PCF avaient été au pouvoir pendant de longues années, trahissant à chaque instant leurs engagements vis-à-vis de la classe ouvrière. En fait, ce propos de Hollande lui va comme un gant.

Royal reprend donc la trame démagogique ou populiste de la campagne de Mitterrand pour tenter de monter sur le trône de la République bourgeoise, sur laquelle s'étaient alignés l'ensemble des partis et des organisations avant et après le 10 mai 81. Le PS aurait tort de ne pas essayer de refaire le même coup, puisque les uns et les autres appellent à « *battre la droite* ». Autrement dit, nous devrions retourner 26 ans en arrière ! C'est d'autant plus insupportable que depuis 81 la situation sociale et économique s'est considérablement aggravée au point de devenir dramatique pour une frange de plus en plus large du prolétariat et sa jeunesse.

Le plus énigmatique de ses mots d'ordre pourrait résider dans son intention de « *construire une France qui se ressemble* ». Au premier abord, cela ne veut absolument rien dire, mais accoler à « *une France qui se rassemble* », cela signifie que l'ensemble des classes sociales devraient travailler ensemble, se rassembler, c'est le contenu de la « *démocratie participative* », du corporatisme, sans modifier le rapport de forces entre les classes qui est favorable à la bourgeoisie, sans remettre en cause l'existence d'une d'entre elle, la bourgeoisie pour ne pas la nommer, ainsi les choses resteraient en l'état, Royal pourrait proclamer que « *la France se ressemble* », qu'elle est restée fidèle au capitalisme. C'est le changement dans la continuité ou « *l'alternance* » prônée par le PS !

Selon Royal « *Voici venu le temps de vous dire comment j'entends répondre à cette crise qui mine notre société* ». Et qu'est-ce qu'elle propose ? De relever « *les petites retraites* » de 5%. Plusieurs millions de retraités perçoivent une retraite inférieure à 788 euros par mois, dont un million d'agriculteurs, ajoutons y 5%, soit 39,4 euros, on arrive à la somme fabuleuse de 827,4 euros. Quelle honte ! A bas le PS ! Nos vieux méritent mieux, ils ont le droit à la dignité, à une retraite décente : **pas une retraite en dessous de 1 500 euros net !**

Dans le même registre, elle a promis une hausse du Smic à 1.500 euros « *le plus tôt possible* », parce qu'il n'y aurait pas urgence, ce qui n'engage à rien et n'est pas suffisant, car c'est à **1 500 euros net et non brut que devrait passer immédiatement le Smic.**

Les dirigeants du PS pensent-ils vraiment que cela fera le compte pour rassembler les voix populaires sur Royal ? Ils se leurrent.

Buffet a d'ailleurs manifesté son inquiétude à l'annonce de ces propositions, en disant que la candidate du PS « *ne porte pas un projet (...) apte à créer une dynamique* », et Besancenot de préciser lors de l'émission France Europe Express sur France-3 « *Le pouvoir d'achat est l'un des gros points faibles de ce qu'elle vient d'annoncer cet après-midi* », c'est pire qu'un « *point faible* », elle a tout simplement défendu les intérêts du patronat, voilà tout.

Pour le reste, en dehors d'effets d'annonce, elle a repris ses propositions les plus réactionnaires, comme par exemple l'encadrement militaire pour les jeunes délinquants. Vous êtes jeunes, un

conseil : ne votez pas pour la Bonaparte Royal, fille, petite-fille, arrière petite-fille de militaire, elle est pro militariste ! A bas l'armée française ! **Démantèlement de l'armement chimique, biologique et nucléaire français ! Retrait des troupes françaises d'occupation du Liban, d'Afghanistan, et partout dans le monde !**

Une de ses propositions les plus dangereuses a attiré mon attention, elle concerne les syndicats.

Elle propose « *afin de tirer vers le haut tous les salaires* » « *une conférence nationale sur les salaires, les revenus et la croissance réunissant les partenaires sociaux dès 2007* » qui devrait être annuelle. Au premier abord, on pourrait penser que l'intention est louable, tant qu'elle concernerait les salaires et les revenus, reste à savoir s'il s'agit uniquement de ceux de la fonction publique ou si elle inclurait les salariés du privé, mais en y mêlant la croissance, cela signifie qu'elle entend subordonner les salaires aux résultats économiques des entreprises dont les capitalistes sont les seuls à maîtriser la conduite et la comptabilité, ou aux comptes de l'État bourgeois à la solde des banquiers, des rentiers, de l'industrie d'armement, des multinationales, etc., ce qui est totalement inacceptable. Comment ne pas voir dans cette entreprise, une nouvelle tentative pour museler le mouvement ouvrier en associant étroitement les syndicats à la politique menée par l'État au service du capitalisme.

Je suis résolument contre la politique contractuelle instaurée dans les années 60-70. Je suis résolument pour la mobilisation dans l'unité du prolétariat avec ses organisations pour arracher des augmentations de salaires et des améliorations des conditions de travail. C'est le seul moyen de demeurer sur le terrain de la lutte de classe du prolétariat, de défendre ses intérêts en toute indépendance par rapport aux patrons et à l'État bourgeois. La politique contractuelle repose sur un consensus établi entre les syndicats et les patrons ou l'État sur la situation économique, alors que les patrons et l'État sont les seuls à contrôler ou maîtriser l'ensemble des facteurs économiques. La politique contractuelle est un instrument de collaboration de classes, c'est la raison pour laquelle je la condamne sans appel.

Pour le prolétariat et les révolutionnaires, le seul combat que nous devons mener est un combat classe contre classe. Il est temps, plus que temps de revenir à la tradition du mouvement révolutionnaire du prolétariat, de refuser tout compromis avec l'ennemi, de combattre sur notre propre programme, sous notre propre drapeau, ceux de la révolution socialiste.

Plus de dix millions de travailleurs, jeunes et retraités vivent dans la misère, ils sont sans aucun doute des milliers ou des dizaines de milliers à être prêts à engager le combat, c'est sur eux que nous devons nous appuyer, voilà notre force, les bataillons révolutionnaires les plus déterminés à combattre jusqu'au bout pour peu qu'on aille à leur rencontre pour les organiser.

Ceux qui penseraient que cette orientation serait dépassée ou ringarde, gauchiste ou mégalomane, sans doute parce qu'ils n'auraient pas ou plus suffisamment de détermination et de conviction pour mener ce combat et défendre leurs idées, s'accommodant avec certains aspects du réformisme qu'ils jugeaient hier encore inacceptables, qu'ils considèrent les mouvements révolutionnaires actuels en Amérique Latine et la résistance héroïque de tous les peuples comme les garants du développement de la révolution socialiste internationale, ce ne sont pas des témoignages du passé tirés de manuels d'histoire, mais l'expression vivante de la capacité et de la nécessité du prolétariat de trouver une issue au chaos dans lequel le capitalisme précipite l'humanité toute entière.

(source : AFP 11.02.07 ; AP 12.02.07)